

a

**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Quatre-vingt-unième session**

Rome, 21-22 avril 2004

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**PROCÈS-VERBAL DE LA QUATRE-VINGT-UNIÈME SESSION**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>CHAPITRE</b>	<b>PARAGRAPHE</b>	<b>PAGE</b>
<b>I. INTRODUCTION</b>	1-2	1
<b>II. OUVERTURE DE LA SESSION</b>	3	1
<b>III. DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>	4-45	1-10
A. Adoption de l'ordre du jour	4	1
B. Évaluation	5-6	1
C. Questions financières	7-18	1-3
D. Exposés des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP)	19-26	4-5
E. Propositions de projets/programmes présentées au Conseil d'administration pour examen	27-32	5-6
F. Propositions de dons présentées au Conseil d'administration pour examen	33-37	7-8
G. Activités prévues au titre des projets	38	9
H. Rapport de situation sur le portefeuille de projets	39	9
I. Rapport d'étape sur le Programme de coopération élargie (PCE) FIDA/ONG	40	9
J. Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance	41	9
K. Autres questions	42-45	9-10
<b>ANNEXES</b>		
I. Liste des participants à la quatre-vingt-unième session du Conseil d'administration		11
II. Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa quatre-vingt-unième session		17
III. Ordre du jour		20



## PROCÈS-VERBAL DE LA QUATRE-VINGT-UNIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### I. INTRODUCTION

1. La quatre-vingt-unième session du Conseil d'administration s'est tenue à Rome les 21 et 22 avril 2004. La liste des participants figure à l'annexe I.
2. Le Conseil d'administration était saisi des documents énumérés à l'annexe II.

### II. OUVERTURE DE LA SESSION

3. En sa qualité de président de la réunion, le Président du FIDA, M. Lennart Båge, ouvre la quatre-vingt-unième session du Conseil d'administration.

### III. DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### A. Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

4. Le Conseil d'administration examine l'ordre du jour provisoire (document EB 2004/81/R.1) et adopte l'ordre du jour qui figure dans le document EB 2004/81/R.1/Rev.1. L'ordre du jour est reproduit à l'annexe III.

#### B. Évaluation (point 3 de l'ordre du jour)

##### a) Troisième rapport sur l'état d'avancement de l'évaluation externe indépendante du FIDA

5. Le Conseil d'administration examine tout d'abord le Troisième rapport sur l'état d'avancement de l'évaluation externe indépendante (EEI) du FIDA (document EB 2004/81/R.2). Les Administrateurs expriment leur satisfaction au vu des progrès réalisés depuis décembre 2003, en ce qui concerne l'approbation du rapport initial, la sélection aléatoire d'un échantillon de pays et de projets à évaluer comme spécifié dans le mandat de l'EEI, et le projet de l'étude sur dossier communiqué par le prestataire de services de l'EEI et actuellement à l'examen.

##### b) Rapport du Président du Comité de l'évaluation sur la visite de terrain en Indonésie

6. Les Administrateurs se félicitent du rapport du Président du Comité de l'évaluation sur la visite de terrain en Indonésie (document EB 2004/81/R.3), prenant note du succès de cette visite et de la table ronde nationale qui s'est tenue à cette occasion. Ils soulignent le caractère novateur et la qualité générale de l'évaluation du programme de pays pour l'Indonésie. Des Administrateurs souhaitent voir le rapport final soumis au Conseil pour information en même temps que l'accord conclusif de l'évaluation.

#### C. Questions financières (point 4 de l'ordre du jour)

##### a) État des contributions à la sixième reconstitution des ressources du FIDA

7. Le Conseil examine l'état des contributions à la sixième reconstitution des ressources du FIDA (document EB 2004/81/R.4 et son additif), notant qu'à ce jour les instruments de contribution déposés et les montants versés au titre d'annonces de contribution non assorties d'un instrument de contribution s'élèvent à 377,1 millions de USD, ce qui représente 75,4% des annonces de contribution. Le montant total des annonces de contribution, y compris les contributions

complémentaires, s'élève à 500,2 millions de USD, soit 89,3% de l'objectif fixé à 560 millions de USD. Les États membres qui n'ont pas encore annoncé leur contribution à la Sixième reconstitution sont instamment invités à le faire au plus tôt, tandis que ceux qui n'ont pas encore déposé leur instrument de contribution ou versé leur contribution sont également priés de le faire aussitôt que possible.

b) **Portefeuille de placements du FIDA**

i) **Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2003**

8. Le Conseil d'administration examine ensuite le rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2003 (document EB 2004/81/R.5), notant que le produit global des placements a atteint en 2003 108 millions de USD, ce qui représente un taux de rendement net de 4,90%, contre 26 millions de USD en 2002. Les Administrateurs apprécient le fait que le taux de rendement net enregistré en 2003 surpasse nettement celui des indices de référence pertinents et soit supérieur à l'objectif de 3,50% établi par la politique de placement.

9. La sélection de deux gestionnaires extérieurs de placement pour les obligations indexées sur l'inflation est accueillie avec satisfaction, car le financement du portefeuille d'obligations indexées sur l'inflation pourra être complété de sorte qu'il atteigne les 18% du portefeuille global, prescrits par la politique de placement. À ce sujet, il est question de l'examen périodique de cette politique, et les Administrateurs reçoivent l'assurance que ses effets sur la performance du portefeuille sont suivis de près au sein de l'institution et qu'elle est réexaminée régulièrement, c'est-à-dire normalement tous les trois ans.

10. Dans le cadre du débat sur le portefeuille de placements, le Conseil est également informé qu'un séminaire informel se tiendra à son intention le 17 juin 2004 pour la présentation de l'analyse réalisée par le groupe de la gestion de bilan.

ii) **Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le premier trimestre de 2004**

11. Le Conseil d'administration examine le rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le premier trimestre de 2004 (document EB 2004/81/R.6), notant que le rendement a également été positif au premier trimestre de 2004, qui s'est soldé par un produit global de 41 millions de USD.

c) **Ressources disponibles pour engagement**

12. Le Conseil d'administration examine les ressources disponibles pour engagement (document EB 2004/81/R.7 et son additif), notant que le total des flux nets prévus jusqu'au 31 mars 2004 sont estimés à 151,1 millions de USD, montant suffisant pour couvrir les besoins correspondant aux propositions soumises à la session en cours. Aucun recours au pouvoir d'engagement anticipé n'est donc demandé à la session en cours du Conseil.

d) **Rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts**

13. Examinant le rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts (document EB 2004/81/R.8 et son additif), le Conseil prend note de l'augmentation globale des arriérés, qui ont atteint 4 millions de USD à la fin de 2003. Il note en outre que les arriérés de cinq pays, avec lesquels il n'a pas été possible d'établir jusqu'à présent un plan de règlement, représentent 68% du montant total des paiements en souffrance. Les Administrateurs sont heureux d'apprendre qu'au cours des derniers mois, plusieurs emprunteurs ont réglé pour 3,5 millions de USD d'arriérés, tandis que d'autres souhaitent régler par anticipation le solde de leur emprunt. Tout en se félicitant des

efforts que consent le Fonds pour résoudre la question des arriérés, les Administrateurs exhortent la direction à les intensifier.

e) **États financiers vérifiés du FIDA pour 2003**

14. Le Conseil d'administration examine les états financiers vérifiés du FIDA pour 2003 (document EB 2004/81/R.9) et le rapport du commissaire aux comptes à ce sujet. Sur la recommandation du Comité d'audit, il décide ensuite de présenter ces états pour approbation à la vingt-huitième session du Conseil des gouverneurs. La nouvelle présentation des états financiers est accueillie avec satisfaction par les Administrateurs car elle permet d'inclure des données consolidées pour le FIDA et les entités qui sont directement liées aux activités de base du FIDA, notamment les fonds supplétifs, ce qui permet de se faire une meilleure idée du total des fonds de diverses sources reçus par le FIDA et de l'usage qui en est fait.

15. Les Administrateurs sont aussi invités à noter que, suite à l'approbation par le Conseil des gouverneurs de la politique de report de 3% des fonds disponibles sur le budget administratif de 2003, 1 464 millions de USD seront reportés sur le budget de 2004. La liste détaillée des activités qui seront financées au moyen de ces fonds sera communiquée au Conseil à une future session.

f) **Besoins de financement au titre du vingt-cinquième tirage sur les contributions des membres en 2004**

16. Le Conseil examine ensuite les besoins de financement au titre du vingt-cinquième tirage sur les contributions des membres en 2004 (document EB 2004/81/R.10) et approuve le tirage de 30% des contributions à la sixième reconstitution, en mai 2004, afin de couvrir les décaissements au titre des prêts et des dons de l'exercice 2004, ou comme stipulé dans les accords individuels avec des États membres. Il autorise en outre le recours aux avoirs liquides du Fonds pour couvrir les besoins de décaissements en 2004 qui ne seraient pas couverts par le montant de ce tirage.

g) **Rapport du Comité d'audit**

17. Le Président du Comité d'audit présente un rapport (document EB 2004/81/R.11) sur les récentes réunions du Comité. Après avoir passé en revue les recommandations du Comité contenues dans ce rapport, le Conseil approuve les *Directives pour la passation des marchés de fournitures, de travaux et de services consultatifs dans le cadre des prêts et dons du FIDA*, avec les modifications recommandées par le Comité (document EB 2004/81/R.11/Rev.1). Certains membres demandent qu'il soit possible d'examiner ces directives de façon plus approfondie et éventuellement de présenter des observations supplémentaires, les nouvelles directives ne prendront effet que lorsque ces éventuelles observations auront été examinées et, le cas échéant, de nouveau soumises au Conseil.

18. Le Conseil remercie le Comité pour l'examen complet du processus budgétaire du FIDA auquel il a procédé, et décide que, pour les deux prochains exercices budgétaires, le Comité examinera en novembre le document budgétaire à présenter à la session de décembre du Conseil et soumettra à cette même session un rapport présentant un compte rendu de sa réunion. Enfin, le Conseil approuve les honoraires du commissaire aux comptes pour un montant de 118 000 EUR et note que le commissaire aux comptes organisera en juin, à l'intention du Comité d'audit, un séminaire d'une demi-journée consacré à la mesure comparative de la performance et à l'impact des mouvements de change sur les résultats financiers.

**D. Exposés des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP)  
(point 5 de l'ordre du jour)**

19. En réponse à une demande de l'Administrateur pour la France sur les opérations du FIDA en Haïti, le Conseil est informé que le Fonds n'a jamais cessé ses activités en Haïti pendant les récents événements politiques. Une mission est en cours d'organisation pour examiner les opérations existantes avec le nouveau gouvernement et lancer de nouvelles initiatives. En outre, les travaux vont bientôt commencer en vue de l'établissement d'un COSOP révisé pour Haïti.

20. Dans le cadre de la discussion générale préliminaire relative aux COSOP, les Administrateurs se félicitent de l'initiative qui a été prise pour appliquer des mesures intérimaires destinées à améliorer le contenu des COSOP, à partir de l'examen des principales questions soulevées et des observations faites aux récentes sessions du Conseil en ce qui concerne l'évolution de l'environnement politique. Une proposition de révision des directives sera présentée au Conseil lorsque l'évaluation des COSOP sera terminée et la recommandation de l'évaluation externe indépendante disponible, l'objectif final étant de donner aux COSOP un caractère plus stratégique.

21. Le Conseil est également informé d'une demande présentée par l'Irlande visant à ce que le FIDA examine de façon plus approfondie les approches sectorielles et les processus stratégiques de réduction de la pauvreté, ainsi que leurs incidences sur les opérations du Fonds. Cette demande fait suite aux résultats positifs de la table ronde sur "les approches sectorielles: enjeux et perspectives pour le développement rural", tenue à la récente session du Conseil des gouverneurs du FIDA. À ce sujet, les Administrateurs accueillent avec satisfaction la suggestion de tenir un séminaire informel sur cette question lors de la session de septembre du Conseil.

22. Le Conseil d'administration examine ensuite les COSOP suivants:

a) **Argentine**

23. Lors de l'examen du COSOP pour l'Argentine (document EB 2004/81/R.12), l'Administrateur pour la France s'interroge sur le choix du Secrétaire à l'agriculture au lieu du Ministre du développement social (MDS) pour mettre en œuvre les futures activités du FIDA dans le pays. Il est indiqué au Conseil que le MDS a essentiellement compétence pour exécuter des programmes intéressant les zones urbaines et périurbaines et visant à offrir un filet de sécurité, tandis que le Secrétaire à l'agriculture s'occupe d'investissements productifs dans les zones rurales similaires à ceux proposés par le FIDA. Cependant, l'assurance est donnée au Conseil qu'une coordination et un dialogue entre les deux ministres sont prévus et seront renforcés dans le programme à définir.

b) **Équateur**

24. Lors de l'examen du COSOP pour l'Équateur (document EB 2004/81/R.13), l'Administrateur pour les Pays-Bas fait remarquer que les changements politiques qui sont intervenus après la formulation du COSOP, c'est-à-dire le retrait de l'appui des organisations autochtones aux politiques gouvernementales, pourraient affecter la stratégie prévue pour le pays. Il est indiqué au Conseil que la stratégie pour le pays a été conçue en concertation étroite avec les ministères de l'agriculture et de la protection sociale, les municipalités, les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations sociales et celles de la société civile. La stratégie pour le pays se fonde donc sur un consensus social incluant les organisations autochtones qui conservent un important pouvoir de décision dans les administrations de niveau local. À cet égard, les changements qui sont intervenus au niveau central n'affecteront pas sensiblement la stratégie du FIDA. Néanmoins, le Conseil reçoit l'assurance que le FIDA restera attentif à tout nouveau changement politique qui pourrait survenir dans un contexte de fréquente instabilité.



c) **Sénégal**

25. Le Conseil d'administration examine le COSOP pour le Sénégal (document EB 2004/81/R.14), en insistant sur l'importance du lien entre le COSOP et le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), et sur celle d'une coordination des donateurs. Il est noté que ce COSOP est bien articulé avec le DSRP et s'appuie clairement sur les recommandations de l'évaluation du programme de pays pour le Sénégal. L'Administrateur pour le Japon demande des éclaircissements concernant la relation entre la contribution du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés et les prêts nouveaux. Plusieurs Administrateurs plaident pour une augmentation de l'enveloppe de prêts pour le Sénégal. Des éclaircissements sont demandés par l'Administrateur pour l'Allemagne concernant l'aire géographique du programme et l'engagement du FIDA dans le secteur de l'arachide, et par l'Administrateur pour la France concernant les modalités de supervision. Avant la session, des observations écrites ont été présentées par les Administrateurs pour la France et pour les États-Unis. Des réponses écrites ont été données et le tableau joint en annexe concernant les activités des donateurs a été mis à jour en conséquence (document EB 2004/81/R.14/Rev.1).

d) **Zambie**

26. En examinant le COSOP pour la Zambie (document EB 2004/81/R.15), le Conseil félicite le FIDA pour l'analyse présentée dans le document. À la demande des Administrateurs, des éclaircissements sont donnés sur la manière dont on a procédé lors de l'établissement du COSOP pour prévoir des consultations étroites avec le gouvernement, les donateurs et les ONG, bien qu'une discussion publique n'ait pu être organisée en raison du temps qui a été nécessaire pour obtenir formellement l'approbation préliminaire du projet de document par le gouvernement. Des vues communes se dégagent sur les stratégies présentées pour surmonter les graves contraintes affectant les initiatives de réduction de la pauvreté rurale dans le pays. Les enjeux spécifiques d'un engagement du FIDA dans une concertation régulière avec le pays au niveau sectoriel sont discutés, et le Conseil est informé de la manière dont la conception d'un projet en cours a directement inspiré le programme de commercialisation agricole du gouvernement. Les Administrateurs encouragent le FIDA à envisager de participer de manière plus régulière à des concertations "par procuration", en cherchant éventuellement à s'inspirer de l'initiative pour l'harmonisation des pratiques récemment adoptée dans le pays. Les Administrateurs notent également que les conséquences pour la stratégie future des enseignements tirés de l'expérience pourraient être présentées plus clairement dans le document, et sont invités à formuler leurs observations par écrit afin de guider le travail futur.

**E. Propositions de projets/programmes présentées au Conseil d'administration pour examen (point 6 de l'ordre du jour)**

27. Le Conseil d'administration examine les propositions de projets/programmes ci-dessous:

a) **Afrique I**

- i) *Congo: Projet de développement rural dans les départements des Plateaux, de la Cuvette et de la Cuvette ouest*

28. Le Conseil d'administration étudie la proposition de projet contenue dans le document EB 2004/81/R.16 ainsi que ses additif et supplément, et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Congo un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à huit millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (8 050 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> février 2044 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

ii) *R.D. du Congo: Programme de relance agricole dans la province de l'Équateur*

29. Le Conseil d'administration étudie la proposition de programme contenue dans le document EB 2004/81/R.17 ainsi que ses additif et supplément, et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République démocratique du Congo un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix millions de droits de tirage spéciaux (10 000 000 DTS) venant à échéance le 15 février 2044 ou avant cette date. Le prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

iii) *Gambie: Projet de gestion intégrée participative des bassins versants*

30. Le Conseil d'administration étudie la proposition de projet contenue dans le document EB 2004/81/R.18 ainsi que ses additif et supplément, et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE que le Fonds fera à la République de Gambie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à quatre millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (4 850 000 DTS) venant à échéance le 15 novembre 2043 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) par an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

b) **Asie et Pacifique**

*Chine: Programme relatif au secteur de la finance rurale*

31. Le Conseil d'administration étudie la proposition de programme contenue dans le document EB 2004/81/R.19 ainsi que ses additif et supplément, et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République populaire de Chine un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions neuf cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (9 950 000 DTS) venant à échéance le 15 avril 2044 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

32. Le Conseil d'administration approuve la proposition de prêt concernant la Chine, pour laquelle les négociations n'ont pas été officiellement achevées avant l'examen du Conseil sous réserve qu'au cas où des modifications importantes seraient apportées aux modalités présentées au Conseil avant la signature de l'accord de prêt, celles-ci seraient soumises au Conseil à une future session.

**F. Propositions de dons présentées au Conseil d'administration pour examen (point 7 de l'ordre du jour)**

33. Le Conseil d'administration examine les propositions de dons ci-dessous:

a) **Dons d'assistance technique pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI**

34. Le Conseil d'administration examine les propositions de dons présentées dans le document EB 2004/81/R.20, et convient de soutenir quatre programmes de recherche et de formation agricoles destinés à être réalisés par un centre affilié au GCRAI en adoptant les résolutions suivantes:

“DÉCIDE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet de mise au point et de diffusion de maïs résistant au stress pour assurer une sécurité alimentaire durable en Afrique orientale, occidentale et centrale – phase II, accordera un don ne dépassant pas un million trois cent mille dollars des États-Unis (1 300 000 USD) au Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'autonomisation des agriculteurs sahéliens dans l'exploitation de la diversité de leurs cultures en vue d'améliorer leurs stratégies de subsistance, accordera un don ne dépassant pas un million trois cent mille dollars des États-Unis (1 300 000 USD) à l'Institut international des ressources phytogénétiques (IPGRI) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de diversification des systèmes de culture paysanne en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale par l'arboriculture d'essences indigènes – phase II, accordera un don ne dépassant pas un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) au Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme pour la mise au point de moyens d'existence durables pour les communautés agropastorales d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord, accordera un don ne dépassant pas un million trois cent mille dollars des États-Unis (1 300 000 USD) au Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

b) **Dons d'assistance technique pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI**

35. Le Conseil d'administration examine les propositions de dons présentées dans le document EB 2004/81/R.21, et convient de soutenir deux programmes de recherche et de formation agricoles destinés à être réalisés par des centres non affiliés au GCRAI en adoptant les résolutions suivantes:

“DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme visant à préserver les ressources en eau douce grâce à la production de fourrages tolérants à la salinité dans les zones marginales de la région de l'Asie occidentale et de l'Afrique du Nord - un moyen d'accroître les revenus des ruraux pauvres, accordera un don ne dépassant pas un million trois cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 350 000 USD) au Centre international d'agriculture biosaline (ICBA) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes – Phase III, accordera un don ne dépassant pas huit cent cinquante mille dollars des États-Unis (850 000 USD) au Centre d'études et de promotion du développement (DESCO) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

- c) **Don d'assistance technique administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets pour le Programme relatif aux envois de fonds et au développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes – Renforcement du potentiel de création de revenus des ruraux pauvres dans les pays bénéficiant d'envois de fonds**

36. Le Conseil d'administration examine les renseignements contenus dans le document EB 2004/81/R.22, et approuve le don d'assistance technique en adoptant la résolution suivante:

“DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer, en partie, le programme relatif aux envois de fonds et au développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes – Renforcement du potentiel de création de revenus des ruraux pauvres dans les pays bénéficiant d'envois de fonds, d'une durée de trois ans à compter de mai 2004, accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD), qui sera mis à la disposition de la division du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) chargée des programmes du FIDA, pour être administré selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

- d) **Don d'assistance technique en faveur du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, pour appuyer la mobilisation de ressources en faveur de programmes d'action et d'initiatives connexes ainsi que leur mise en œuvre**

37. Le Conseil d'administration examine les renseignements contenus dans le document EB 2004/81/R.23, et approuve le don d'assistance technique en adoptant la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer, en partie, le projet d'appui à la mobilisation de ressources en faveur de programmes d'action et d'initiatives connexes ainsi que leur mise en œuvre, pour la première des deux années à compter de mai 2004, accordera un don ne dépassant pas un million deux cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 250 000 USD) au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

**G. Activités prévues au titre des projets (point 8 de l'ordre du jour)**

38. Le Conseil d'administration examine le document sur les activités prévues au titre des projets 2004-2005 (document EB 2004/81/R.24), et prend note des renseignements fournis concernant les projets et programmes inclus dans la réserve, les COSOP examinés à ce jour et ceux dont la présentation aux prochaines sessions du Conseil est prévue. À cet égard, cinq COSOP devraient être présentés à la session de septembre du Conseil.

**H. Rapport de situation sur le portefeuille de projets (point 9 de l'ordre du jour)**

39. Les Administrateurs se félicitent du rapport de situation sur le portefeuille de projets (document EB 2004/81/R.25), tant sur le plan de la qualité que sur celui du contenu, et notamment des progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'action pour l'égalité entre les sexes 2003-2006. Compte tenu de la mise en place du système d'allocation fondé sur la performance, du système de gestion des résultats et du programme pilote relatif à la présence sur le terrain, il est proposé que les futurs rapports de situation sur le portefeuille de projets donnent des informations sur les résultats des projets du Fonds, individuellement et globalement, et en présentent l'analyse. Ces propositions seront prises en compte dans la révision du résumé et du contenu du rapport sur le portefeuille de projets, de même que les suggestions formulées par les Administrateurs concernant la diffusion des informations et des rapports pertinents sur le site Web à accès restreint.

**I. Rapport d'étape sur le Programme de coopération élargie (PCE) FIDA/ONG (point 10 de l'ordre du jour)**

40. Le Conseil d'administration examine le rapport d'étape sur le Programme de coopération élargie (PCE) FIDA/ONG (document EB 2004/81/R.26), notant que, conformément à la politique révisée du FIDA en matière de dons, le PCE ne sera plus considéré comme une catégorie de dons à part et que le présent rapport est donc le dernier de son espèce. Les Administrateurs notent cependant que les organisations de la société civile continueront d'être admises au bénéfice des financements sous forme de dons du FIDA pour des activités correspondant aux objectifs stratégiques de son programme de dons, et que le FIDA pourrait envisager une stratégie de coopération plus complète avec les ONG.

**J. Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance (point 11 de l'ordre du jour)**

41. Les Administrateurs examinent ensuite le rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) (document EB 2004/81/R.27) et félicitent le Fonds des progrès accomplis. Ils expriment leur satisfaction d'être tenus au courant du déroulement du processus de mise en œuvre et leur vif intérêt pour le séminaire informel sur l'examen du premier cycle du SAFP prévu lors de la session de septembre du Conseil.

**K. Autres questions (point 12 de l'ordre du jour)**

**a) Rapport intérimaire sur le Programme de reconfiguration des processus (Programme de transformation stratégique)**

42. Passant ensuite à l'examen du rapport intérimaire sur le Programme de reconfiguration des processus (Programme de transformation stratégique ou PTS) (document EB 2004/81/R.28), le Conseil note que malgré son remaniement, le PTS reste dans les limites du budget établi et que son exécution procède conformément au calendrier.

**b) Bâtiment du siège du FIDA**

43. Examinant la proposition relative à un nouveau siège pour le FIDA (document EB 2004/81/R.29), les Administrateurs accueillent avec satisfaction la nouvelle de l'offre d'un nouveau siège par le Gouvernement italien. Le regroupement en un seul endroit des services dispersés dans trois bâtiments permettra au FIDA de renforcer la sécurité de son personnel, question actuellement critique, ainsi que de travailler plus efficacement et d'améliorer généralement la communication interne.

**c) Approbation de la diffusion des documents**

44. Le Conseil d'administration approuve la diffusion des documents qui ont été soumis à la quatre-vingt-unième session, et note que les documents seront ultérieurement placés sur le site Web public du FIDA.

45. En ce qui concerne la documentation présentée au Conseil d'administration, le Conseil est informé qu'il a été décidé de revoir la présentation et la longueur des documents afin de les rendre plus succincts et plus lisibles, et notamment d'y ajouter une première page présentant un résumé accompagné des recommandations. Il est prévu de mettre cette formule à l'essai en septembre 2004.

# A

**IFAD**  
**INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT**  
**Executive Board – Eighty-First Session**  
Rome, 21-22 April 2004

قائمة مؤقتة بالمشاركين في الدورة الحادية والثمانين  
للمجلس التنفيذي

**LIST OF PARTICIPANTS AT THE EIGHTY-FIRST SESSION  
OF THE EXECUTIVE BOARD**

**LISTE DES PARTICIPANTS À LA QUATRE-VINGT-UNIÈME SESSION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**LISTA DE LOS PARTICIPANTES EN EL 81º PERÍODO DE SESIONES  
DE LA JUNTA EJECUTIVA**

**Member**  
**Membre**  
**Miembro**

**Alternate Member**  
**Membre suppléant**  
**Miembro suplente**

**LIST A**

**Canada**

Charles PARKER  
Counsellor (Development)  
Alternate Permanent Representative  
of Canada to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

**Ireland**

John Francis COGAN  
Ambassador of Ireland to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**France**

Alain GUILLOUËT  
Ministre Conseiller  
Chef de la Mission économique  
Ambassade de France en Suisse  
Berne

**Belgium**

Bernard DE SCHREVEL  
Premier Secrétaire  
Coopération internationale  
Représentant permanent suppléant du  
Royaume de Belgique auprès du FIDA  
Rome

**Germany**

Bernd DUNNZLAFF  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Federal Republic of Germany  
to IFAD  
Rome

**Switzerland**

Lothar CAVIEZEL  
Ministre  
Représentant permanent de la  
Confédération suisse  
auprès du FIDA  
Rome

**Italy**

Gaetano D'ONOFRIO  
Conseiller  
Service chargé des Banques  
de développement multilatéral  
Ministère de l'économie et des finances  
Département du Trésor  
Rome

**Austria**

Klaus OEHLER  
Deputy Director  
International Finance  
Institutions  
Federal Ministry of Finance  
Vienna



**Member**  
**Membre**  
**Miembro**

**Alternate Member**  
**Membre suppléant**  
**Miembro suplente**

**LIST A (cont'd)**

**Japan**

Masaharu SATO  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of Japan to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

**Denmark**

Kristian HØJERSHOLT  
Minister  
Deputy Permanent Representative  
of the Kingdom of Denmark  
to IFAD  
Rome

**Netherlands**

Jeroen T.M.G. STEEGHS  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the Kingdom of The Netherlands  
to the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture  
Rome

**United Kingdom**

Peter REID  
First Secretary (Senior Rural Livelihoods Adviser)  
Alternate Permanent Representative  
of the United Kingdom to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**Sweden**

Michael ODEVALL  
Minister  
Permanent Representative of the  
Kingdom of Sweden to IFAD  
Rome

**Norway**

Margaret SLETTEVOLD  
Minister Counsellor  
Permanent Representative of the  
Kingdom of Norway to IFAD  
Rome

**United States**

David BLOOMGARDEN  
Deputy Director  
Multilateral Development  
Institutions Office  
Department of the Treasury  
Washington, D.C.

**Australia**

**Member**  
**Membre**  
**Miembro**

**Alternate Member**  
**Membre suppléant**  
**Miembro suplente**

**LIST B**

**Kuwait**

Hesham I. AL-WAQAYAN  
Deputy Director-General  
Operations and Disbursement  
Kuwait Fund for Arab  
Economic Development  
Kuwait City

**United Arab Emirates**

Mirghani Hassan OBEID  
Press Officer  
Embassy of the United  
Arab Emirates  
Rome

**Nigeria**

**Saudi Arabia**

Ahmad Ben Souleiman AL-AQUIL  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative of the  
Kingdom of Saudi Arabia to FAO  
Rome

**Indonesia**

Natigor SIAGIAN  
Assistant Minister for Agriculture  
in charge of International Cooperation  
Department of Agriculture  
Jakarta

**Venezuela**

Rudolf RÖMER  
Vicepresidente de Inversiones y  
Cooperación Internacional  
Banco de Desarrollo Económico y  
Social de Venezuela (BANDES)  
Caracas

**Algeria**

Larbi BOUMAZA  
Directeur d'études  
Direction générale du budget  
Ministère des finances  
Alger

**Member**  
**Membre**  
**Miembro**

**Alternate Member**  
**Membre suppléant**  
**Miembro suplente**

**LIST C**  
**SUB-LIST C1 - Africa**

**Cameroon**

Médi MOUNGUI  
Deuxième Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République du Cameroun  
auprès du FIDA  
Rome

**Sudan**

Mohamed Hassan JUBARA MOHAMED  
Director-General  
International Cooperation and  
Investment Administration  
Ministry of Agriculture  
and Forestry  
Khartoum

**Egypt**

Helmy Abdel Hamid BEDEIR  
Ambassador of the Arab Republic  
of Egypt to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

**Mozambique**

Carla Elisa MUCAVI  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Mozambique to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**LIST C**  
**SUB-LIST C2 - Europe, Asia and the Pacific**

**China**

RUI Yuehua  
Deputy Director  
International Department  
Ministry of Finance  
Beijing

**Sri Lanka**

E. Rodney M. PERERA  
Ambassador of the Democratic  
Socialist Republic of Sri Lanka  
to IFAD  
Rome

**India**

Govindan NAIR  
Minister (Agriculture)  
Alternate Permanent Representative of the  
Republic of India to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

**Republic of Korea**

SO Man-ho  
Adviser  
Ministry of Agriculture  
and Forestry  
Seoul

**Member**  
**Membre**  
**Miembro**

**Alternate Member**  
**Membre suppléant**  
**Miembro suplente**

**SUB-LIST C3 - Latin America and the Caribbean**

**Brazil**

José Carlos DA ROCHA MIRANDA  
Secretary of International Affairs  
Ministry of Planning, Budget and  
Management  
Brasilia, D.F.

**Mexico**

Víctor Hugo MORALES MELÉNDEZ  
Consejero  
Representante Permanente Adjunto  
de los Estados Unidos Mexicanos  
ante el FIDA  
Roma

**Guatemala**

Acisclo VALLADARES MOLINA  
Embajador de la República  
de Guatemala ante el FIDA  
Roma

**Argentina**

Ariel FERNÁNDEZ  
Secretario  
Representante Permanente Alterno  
de la República Argentina ante los  
Organismos de las Naciones Unidas  
Roma

**LISTE DES DOCUMENTS SOUMIS  
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION À SA QUATRE-VINGT-UNIÈME SESSION**

<b>Cote</b>	<b>Point de l'ordre du jour</b>	<b>Titre</b>
EB 2004/81/R.1	2	Ordre du jour
EB 2004/81/R.1/Add.1	2	Calendrier de travail de la session
EB 2004/81/R.2	3 a)	Troisième rapport sur l'état d'avancement de l'évaluation externe indépendante du FIDA
EB 2004/81/R.3	3 b)	Rapport du Président du Comité de l'évaluation sur la visite de terrain en Indonésie
EB 2004/81/R.4 + Add.1	4 a)	État des contributions à la sixième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2004/81/R.5	4 b) i)	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2003
EB 2004/81/R.6	4 b) ii)	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le premier trimestre de 2004
EB 2004/81/R.7 + Add.1	4 c)	Ressources disponibles pour engagement
EB 2004/81/R.8 + Add.1	4 d)	Rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts
EB 2004/81/R.9	4 e)	États financiers vérifiés du FIDA au 31 décembre 2003
EB 2004/81/R.10	4 f)	Besoins de financement au titre du vingt-cinquième tirage sur les contributions des membres en 2004
EB 2004/81/R.11	4 g)	Rapport du Comité d'audit
EB 2004/81/R.12	5 a)	<b>Argentine:</b> exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP)
EB 2004/81/R.13	5 b)	<b>Équateur:</b> exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP)
EB 2004/81/R.14	5 c)	<b>Sénégal:</b> exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP)
EB 2004/81/R.15	5 d)	<b>Zambie:</b> exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP)
EB 2004/81/R.16 + Add.1 + Sup.1	6 a) i)	<b>Congo:</b> projet de développement rural dans les départements des Plateaux, de la Cuvette et de la Cuvette ouest

ANNEXE II

Cote	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2004/81/R.17 + Add.1 + Sup.1	6 a) ii)	<b>R. D. du Congo:</b> programme de relance agricole dans la province de l'Équateur
EB 2004/81/R.18 + Add.1 + Sup.1	6 a) iii)	<b>Gambie:</b> projet de gestion intégrée participative des bassins versants
EB 2004/81/R.19 + Add.1 + Sup.1	6 b)	<b>Chine:</b> programme relatif au secteur de la finance rurale
EB 2004/81/R.20	7 a)	Dons d'assistance technique pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI
EB 2004/81/R.21	7 b)	Dons d'assistance technique pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI
EB 2004/81/R.22	7 c)	Don d'assistance technique administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets pour le Programme relatif aux envois de fonds et au développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes – Renforcement du potentiel de création de revenus des ruraux pauvres dans les pays bénéficiant d'envois de fonds
EB 2004/81/R.23	7 d)	Don d'assistance technique en faveur du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique pour appuyer la mobilisation de ressources en faveur de programmes d'action et d'initiatives connexes ainsi que leur mise en œuvre
EB 2004/81/R.24	8	Activités prévues au titre des projets 2004-2005
EB 2004/81/R.25	9	Rapport de situation sur le portefeuille de projets
EB 2004/81/R.26	10	Rapport d'étape sur le Programme de coopération élargie (PCE) FIDA/ONG
EB 2004/81/R.27	11	Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance
EB 2004/81/R.28	12 a)	Rapport intérimaire sur le programme de reconfiguration des processus (programme de transformation stratégique)
EB 2004/81/R.29	12 b)	Proposition relative à un nouveau siège pour le FIDA
EB 2004/81/INF.1		Arrangements pour la quatre-vingt-unième session du Conseil d'administration

ANNEXE II

<b>Cote</b>	<b>Point de l'ordre du jour</b>	<b>Titre</b>
EB 2004/81/INF.2		Liste des fonctionnaires du FIDA chargés de la préparation des Exposés des options et stratégies d'intervention par pays ainsi que des propositions de prêts et de dons présentés à la quatre-vingt-unième session du Conseil d'administration
EB 2004/81/INF.3		Dons d'assistance technique approuvés par le Président
EB 2004/81/INF.4		Programme pilote relatif à la présence sur le terrain 2004-2007 – Notes récapitulatives sur les initiatives
EB 2004/81/INF.5		Liste provisoire des participants à la quatre-vingt-unième session du Conseil d'administration
EB 2004/81/INF.6/Rev.1		Discours de clôture prononcé par le Président Bâge à la quatre-vingt-unième session du Conseil d'administration
EB 2004/81/INF.7/Rev.1		Résumé des propositions de projets, programmes et dons examinées par le Conseil d'administration

# a

## FIDA

### FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

#### Conseil d'administration – Quatre-vingt-unième session

Rome, 21-22 avril 2004

## ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Évaluation
  - (a) Troisième rapport sur l'état d'avancement de l'évaluation externe indépendante du FIDA
  - (b) Rapport du Président du Comité de l'évaluation sur la visite de terrain en Indonésie
4. Questions financières
  - (a) État des contributions à la sixième reconstitution des ressources du FIDA
  - (b) Portefeuille de placements du FIDA
    - i) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2003
    - ii) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le premier trimestre 2004
  - (c) Ressources disponibles pour engagement
  - (d) Rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts
  - (e) États financiers vérifiés du FIDA pour 2003
  - (f) Besoins de financement au titre du vingt-cinquième tirage sur les contributions des États membres en 2004
  - (g) Rapport du Comité d'audit
5. Exposés des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP)
  - (a) Argentine
  - (b) Équateur
  - (c) Sénégal



- (d) Zambie
  
- 6. Propositions de projets/programmes présentées au Conseil d'administration pour examen
  - (a) Afrique I
    - i) Congo: projet de développement rural dans les départements des Plateaux, de la Cuvette et de la Cuvette ouest
    - ii) R.D. du Congo: programme de relance agricole dans la province de l'Équateur
    - iii) Gambie: projet de gestion intégrée participative des bassins versants
  - (b) Asie et Pacifique
    - Chine: programme relatif au secteur de la finance rurale
  
- 7. Propositions de dons présentées au Conseil d'administration pour examen
  - (a) Dons d'assistance technique pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI
  - (b) Dons d'assistance technique pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI
  - (c) Don d'assistance technique administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) pour le Programme relatif aux envois de fonds et au développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes – Renforcement du potentiel de création de revenus des ruraux pauvres dans les pays bénéficiant d'envois de fonds
  - (d) Don d'assistance technique en faveur du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CLD) pour appuyer la mobilisation de ressources en faveur de programmes d'action et d'initiatives connexes ainsi que leur mise en œuvre
  
- 8. Activités prévues au titre des projets
  
- 9. Rapport de situation sur le portefeuille de projets
  
- 10. Rapport d'étape sur le Programme de coopération élargie (PCE) FIDA/ONG
  
- 11. Rapport sur l'état d'avancement de l'application du système d'allocation fondé sur la performance
  
- 12. Autres questions
  - (a) Rapport intérimaire sur le programme de reconfiguration des processus (programme de transformation stratégique)
  - (b) Bâtiment du siège du FIDA
  - (c) Approbation de la diffusion des documents